

Expansion des exportations—Loi

Canada de se doter d'une stratégie industrielle régionale qui viendra compléter la stratégie de développement national, et de voler de ses propres ailes.

Si, par exemple, le gouvernement d'en face consacrait une partie de cet argent au projet de mise en valeur de l'énergie marémotrice de la baie de Fundy pour les Maritimes, le coût de l'énergie qui en résulterait—où le combustible ne coûte rien—serait le plus faible au Canada et son utilisation avec d'autres formes d'énergie plus chères entraînerait une réduction avantageuse dans les coûts de l'énergie électrique. A l'heure actuelle, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard ont les coûts les plus élevés au Canada pour l'énergie.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce va lancer un programme de publicité qui lui coûtera 1.7 million de dollars pour encourager les Canadiens à acheter des produits canadiens. Trouvez-vous sensé alors de dépenser en même temps des milliards de dollars pour doter d'usines nos concurrents à l'étranger? Et sous nos propres yeux, avec la bénédiction du ministère des Approvisionnement et Services, 44 p. 100 du budget de 1.9 milliard consacré à la science et au génie vont aux États-Unis et seulement 2 p. 100 est dépensé dans les quatre provinces atlantiques. De toute évidence, il faut convaincre le gouvernement que ce sont les industries canadiennes qui doivent être aidées.

Étant donné les grandes richesses que recèlent les trois océans qui baignent nos côtes, encore une grande partie inexploitées et inexploitées, étant donné les très grandes possibilités de la pisciculture et de l'aquiculture, sans oublier les nappes de pétrole qui gisent sous le plateau continental, notre société nationale des pétroles, Petro-Canada, fait semblant d'exploiter l'océan Atlantique mais s'intéresse de près à la prospection du pétrole au Pakistan, prospection financée, bien entendu, par des dollars canadiens. Les activités de Petro-Canada et de l'ACDI nous coûtent quelque 70 millions. Faut-il s'étonner que la SEE croit nécessaire de financer nos concurrents étrangers!

Dernièrement, les Californiens ont prévenu leurs dirigeants qu'ils commençaient à en avoir assez de l'inefficacité gouvernementale et de l'engagement dans des domaines assez risqués qu'il conviendrait de laisser à l'entreprise privée. Il faut réduire les dépenses du gouvernement et le faire sans tarder.

A deux reprises, j'ai déjà proposé de créer une commission chargée de déterminer les secteurs que le gouvernement devrait éviter et de promouvoir l'efficacité administrative.

Le vérificateur général ne cesse d'indiquer les domaines où des correctifs s'imposent. Je considère que le Parlement a une bonne occasion aujourd'hui d'entreprendre une telle chose. D'après moi, monsieur l'Orateur, la SEE n'a pas justifié l'expansion prévue dans le projet de loi.

Elle peut devenir un excellent outil pour développer notre commerce extérieur mais je crois qu'elle est mal orientée et mal contrôlée, qu'elle essaie de faire trop en même temps et qu'elle absorbe une proportion trop élevée de notre produit national brut, soit 26 milliards qui représentent 10 p. 100 du PNB actuel. Il serait possible que la SEE s'occupe à la fois du Canada et des Canadiens et s'intéresse à l'étranger. Comme nous savons quelles devraient être ses priorités, voyons à y mettre un peu d'ordre.

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, j'ai quelques mots à dire au sujet de cette motion avant que nous en disposions.

[M. Howie.]

J'imagine qu'aucune mesure législative présentée à la Chambre, voire au Parlement, ne sera plus déplorée par les parlements à venir et certainement par les Canadiens que l'adoption de cette loi sur la Société pour l'expansion des exportations dont nous sommes présentement saisis si on permet au gouvernement actuel de continuer à faire des prêts de façon irresponsable comme dans le passé.

L'idée d'aider les exportations dans la mesure où nos exportateurs sont en cause vient d'une bonne intention. C'est une idée louable que d'aider ceux qui font du commerce au nom du Canada. Il est certainement bon d'aider nos exportateurs s'ils doivent faire face à la compétition d'exportateurs d'autres pays qui reçoivent de l'aide financière de leur gouvernement. Malheureusement, monsieur l'Orateur, nous nous rendons compte que le gouvernement a créé la Société pour l'expansion des exportations sans aucune stratégie industrielle et qu'il s'est laissé aller à dépendre de plus en plus d'un régime au terme duquel nos manufacturiers constatent qu'il leur faut vendre du financement plutôt que les biens même que nous espérons exporter. C'est à ce genre de tragédie que nous faisons face.

Lorsqu'il a comparu devant le comité, le président de la SEE nous a dit tout fièrement que 40 p. 100 des biens d'investissement exportés outre-mer, selon son expression—c'est-à-dire ailleurs qu'aux États-Unis—sont maintenant financés par la SEE. C'est un témoignage navrant si on juge par là de l'état de notre industrie manufacturière et de sa compétitivité sur les marchés mondiaux.

Je prie les députés de se demander simplement, en examinant les deux motions de mon collègue, s'ils sont disposés à acquiescer ou même à se prononcer en faveur du gouvernement plus tard aujourd'hui ou demain. Sont-ils disposés à accepter les conséquences des annulations éventuelles représentant des milliards que le gouvernement, par l'intermédiaire de la SEE, est résolue à consentir pour soutenir des exportateurs qui réclament un financement de ce genre parce qu'ils ne sont plus compétitifs à l'échelon mondial? Ce sont de simples questions.

Quand nous demandons que ces autorisations soient abaissées, nous disons tout simplement: «Soyons lucides et prévoyants.» Ainsi la Société pour l'expansion des exportations, au lieu d'accorder des prêts sans exiger aucune garantie et sans imposer aucune limite se montrera plus pratique et respectera certaines limites. Nous proposons une limite de 16 milliards, qui n'est assurément pas déraisonnable quand nous songeons que le montant global des prêts accordés par la SEE à l'heure actuelle correspond à environ au quart de cette somme.

● (1702)

Nous soutenons, et j'insiste avec toute la conviction dont je suis capable, que les députés vont donner leur caution aujourd'hui ou demain si jamais on adopte le bill, à un système qui permettra d'accorder, par l'intermédiaire de la Société pour l'expansion des exportations, un financement illimité et échappant à tout contrôle, à des gouvernements étrangers dont beaucoup ne rembourseront jamais cet argent au Canada.

On peut avancer le chiffre qu'on voudra. Il est maintenant question d'un montant de 10 à 15 milliards de dollars. Je pourrais parier que d'ici cinq à dix ans, et certainement d'ici 15 ans, 25 p. 100 de cet argent n'aura jamais été remboursé aux Canadiens.